

Préface

Alors que la prochaine élection présidentielle aux États-Unis se profile, le dossier des *Carnets* réunit une sélection de notes écrites ces deux dernières années. En prenant ainsi du recul, nous ne cherchons pas à dresser un inventaire du mandat, pour le moins chaotique, de Donald Trump. Nous voudrions plutôt mettre l'accent sur des actions et choix stratégiques, comme le retrait des troupes américaines en Syrie ou l'intensification de la rivalité avec la Chine, qui ne peuvent être ramenés aux seuls caprices d'un homme, aussi versatile soit-il, tant ils traduisent aussi des évolutions profondes de la société américaine. Au contraire, les orientations diplomatiques prises sous Trump participent d'une reconfiguration en cours - par certains côtés d'une dégradation - des relations internationales et dessinent certains des défis auxquels nous devons faire face dans les années qui viennent.

Dans la première note du dossier, Maya Kandel, qui est en charge au CAPS de l'édition des *Carnets* et du suivi des dossiers américains et transatlantiques, fait ainsi tomber une première illusion : celle qui verrait dans un échec électoral de Donald Trump la fin des surenchères nationalistes et la revanche de la « vieille garde » républicaine plus modérée. Trump ne cherche pas à conceptualiser ses instincts et obsessions, souvent contradictoires, ni ses décisions, rarement concertées. Mais des théoriciens et des hommes politiques conservateurs tentent de donner une armature intellectuelle au trumpisme, afin de conserver l'électorat qui s'est reconnu en lui. Le national-populisme, ou conservatisme national, ne disparaîtra pas avec Trump.

Pour Patrick Allard également, qui signe le texte suivant, au-delà des méthodes détonantes du président américain, qui use des artifices les plus contestables pour s'affranchir des principes fondamentaux de l'OMC, il est « probable que la politique commerciale de l'administration, y compris dans ses dimensions géopolitiques, ne sera pas fondamentalement remise en cause, même en cas de victoire démocrate ».

De la même manière, la volonté de regagner une crédibilité internationale et la confiance de ses alliés traditionnels ne conduira pas une nouvelle administration à se réengager au Moyen-Orient : les conséquences du retrait américain de Syrie, scrutées dans une note écrite au-lendemain de l'annonce de décembre 2018, sont profondes et durables : « Même après Trump, les Américains ne reviendront pas, en tous cas pas au-delà d'interventions ponctuelles dans une simple logique anti-terroriste » écrivent les auteurs du troisième article.

La lecture du quatrième texte est à rattacher à celui qui le précède non seulement parce qu'il s'interroge sur les probables conséquences à court et long terme d'une de ces interventions spectaculaires - l'élimination de Soleimani le 3 janvier 2020 - sur le sol irakien cette fois, mais parce que le dossier iranien fait bien partie des situations extrêmement tendues que la politique de Trump n'aura fait qu'exacerber, jouant uniquement sur les rapports de force et l'intimidation, voire le chantage, laissant à d'autres, et en particulier aux Européens, la responsabilité de défendre l'option diplomatique.

C'est pourquoi, tout en cherchant à échapper à la logique de fractionnement de la scène internationale et à réparer les dégâts causés sur la relation transatlantique et plus largement sur le système multilatéral, il appartient aux Européens de penser et de défendre leurs propres intérêts et leur vision du monde, en se démarquant des logiques polarisantes nourries autant par Trump que par des compagnons de route qui prennent aujourd'hui leurs distances avec lui. La lecture par Quentin Lopinot d'un article de 2000 de Bolton, écrit bien avant son livre de règlement de comptes avec la Maison-Blanche, donne ainsi une clé de lecture pour mesurer la montée depuis au moins deux décennies dans la politique américaine des paradigmes identitaires et plus largement du courant souverainiste, qui domine aujourd'hui le parti républicain.

Préface

Réponses aux crispations identitaires de la société américaine, la mobilisation provoquée par le meurtre filmé de George Floyd a marqué un tournant dans la campagne électorale. L'affaire a aussi trouvé un écho mondial, comme l'analyse le texte à plusieurs mains suivant, mettant à nouveau en lumière (comme nous l'avions fait avec le dossier du numéro précédent) la capacité des sociétés civiles à se mobiliser aux États-Unis et de façon transnationale.

Nous ne pouvons pas, même si nous ne cherchions pas à être exhaustifs, refermer ce dossier sans traiter du débat sur la rivalité avec la Chine, au cœur de la campagne en cours, tant ce débat pèse sur l'évolution des relations internationales. En croisant les motivations (économiques, militaires, idéologiques) et les familles politiques, la dernière contribution entend non seulement clarifier le débat américain, et illustrer le fait que malgré les évolutions structurelles dans la société américaine évoquées plus haut, le choix du prochain président aura une influence majeure sur la posture internationale des États-Unis, mais aussi (surtout) éclairer par contre-coup les options et le débat français et européen, puisque là encore il en ressort l'urgence de la construction d'une autonomie stratégique européenne.

Les États-Unis ont été très durement frappés par la pandémie de covid-19. Cette catastrophe sanitaire qui a affecté le monde entier aurait pu constituer le dossier de ce numéro. Malgré la perturbation que la situation a provoquée pour notre activité, sans doute dans une moindre mesure d'ailleurs que pour la plupart de nos concitoyens, les équipes du CAPS se sont évidemment saisis de manière active de cette actualité. Cela s'est traduit par un ensemble de notes, écrites sans tarder et en réunissant la diversité des compétences et des points de vue pour mieux appréhender l'ampleur inédite de cette crise, notamment dans ses dimensions géopolitiques ou sur le plan de la bataille des narratifs que se sont livrés les pays et différents types de régime. Si on ajoute aux deux notes publiées ici - deux parmi bien d'autres - celle plus récente de Benjamin Pajot, qui a coordonné avec Maya Kandel ce numéro, sur les premiers impacts systémiques de la pandémie dans le champ numérique, nous avons en fait presque rassemblé en Varia la matière d'un second dossier.

En retenant par ailleurs d'autres sujets, nous avons voulu échapper à la sidération et à la focalisation sur l'évènement, aussi extraordinaire et

angoissant soit-il, qui nous affecte et à l'actualité électorale américaine. Certes, en analysant la réaffirmation du religieux dans la sphère politique à travers le rôle des églises évangéliques en Amérique latine, et plus particulièrement au Brésil, puis en revenant, dans un autre article, sur le concept de populisme et les phénomènes variés qu'il recouvre, nous restons de plein pied au cœur des soubresauts de notre époque et pas si éloignés que cela de ce qui se joue aux États-Unis.

De même, comment ne pas se rendre compte, en lisant la note de Frédéric Grare sur les enjeux territoriaux et environnementaux que posent les activités de pêche chinoise dans l'Indopacifique, puis en se penchant sur les enjeux écologiques et sécuritaires attachés au contrôle et à la gestion des espaces naturels d'Afrique francophone, qu'il est plus que jamais indispensable de mettre la question de l'exploitation des ressources naturelles au cœur de la diplomatie et de refuser de reléguer la défense de la biodiversité derrière la défense des intérêts étatiques plus traditionnels. Tous ces enjeux sont désormais étroitement liés comme le souligne avec un brin de provocation le titre de cette seconde étude : « Chasse, pêche, nature et terrorisme : politique des espaces naturels ».

Dans la rubrique qui suit nous ne quittons pas le continent africain. Le compte-rendu de la réunion organisée en mai 2019 au CAPS autour de l'ancien capitaine de police Laurent Guillaume dévoile les mutations du crime organisé et la « révolution invisible de la méthamphétamine ».

La rubrique Relecture rend hommage à la clairvoyance de Michel Duclos, qui irrigue encore aujourd'hui la réflexion du CAPS de ses analyses, en republiant une note de novembre 1983. En faisant un sort aux idées préconçues de l'époque et au sentiment d'impuissance, il donne une place centrale au rôle des sociétés civiles de l'Europe centrale et balkanique. Et il y a presque quarante ans déjà, alors que beaucoup de diplomates l'ont oublié ou le redécouvrent aujourd'hui, il plaide avec force pour une diplomatie qui ne se limite pas à la recherche d'un dialogue entre États, ce qui reste certes un objectif primordial, mais vient aussi au soutien d'un dialogue de sociétés à sociétés.

C'est ce dialogue et cette mise en contact d'acteurs de la société civile d'autres pays avec des représentants de la société civile française que s'attache à promouvoir le programme PIPA. En 2019, avant d'être

Préface

urement affecté par la limitation des déplacements et voyages causée par la pandémie, il accueillait ainsi M. Ateki Seta Caxton, directeur exécutif du « Réseau pour la solidarité, l'autonomisation et la transformation pour tous » au Cameroun. C'est sur ses réponses, qui reviennent sur l'impact de la covid et sur les effets dans son pays du mouvement « Black Lives Matter » que nous clôturons ce numéro particulièrement dense.

Bonne lecture.

Manuel Lafont Rapnouil, directeur du CAPS